



Fiche 2.2

Restaurer les continuités écologiques aquatiques



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

Les continuités écologiques terrestres et aquatiques désignent un ensemble des espaces naturels, nécessaires à une population d'espèces faunistiques et/ou floristiques, pour circuler et accéder à des zones vitales (alimentation, reproduction). On parle souvent de trames vertes (continuité terrestre) et trame bleues (continuité aquatique). Ces continuités contribuent à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elles s'appliquent à l'ensemble du territoire national, métropolitain et ultramarin, à l'exception du milieu marin.

Le défi à relever aujourd'hui est le **développement d'actions concrètes en faveur de l'eau**, afin de mettre en œuvre les objectifs de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques aquatiques inscrits dans les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage), pris en application de la directive-cadre sur l'eau (DCE) et de la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (Lema).

La réalisation de ces objectifs de continuités écologiques aquatiques peut prendre la forme de la restauration écologique des cours d'eau, au niveau des lits mineurs et majeurs, des berges, ainsi que du transport sédimentaire (érosion-sédimentation), et de la restauration des zones humides, avec le maintien en fonctionnement des écosystèmes humides (faune et flore, notamment végétation hygrophile).

QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

■ 1^{re} étape : mettre en œuvre une stratégie de réhabilitation des ouvrages sur les cours d'eau

Depuis le lancement du Plan national d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (PARCE) en 2009, les collectivités doivent se mettre en conformité avec les réglementations relatives aux ouvrages situés sur les cours d'eau, afin d'assurer la libre circulation des poissons ainsi que le transit sédimentaire. La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages de 2016 a ainsi accordé un délai de 5 années aux propriétaires d'ouvrages situés sur des cours d'eau pour faire leurs travaux obligatoires. En avril 2019, un Plan d'action pour une mise en œuvre apaisée de la continuité écologique a défini les modalités d'exécution de ces travaux de restauration.

Après avoir initié l'opération de recherche du propriétaire de l'ouvrage et lui avoir demandé le dépôt d'un projet d'aménagement (tel que prévu dans la circulaire du 18 janvier 2013), une convention peut être signée avec l'Agence de l'eau pour mettre en œuvre des études préalables. Une fois le diagnostic et l'avant-projet établis, un scénario est choisi en lien avec le maître d'ouvrage, le dossier est instruit administrativement, l'avis de l'Office français de la biodiversité est recueilli et les travaux sont lancés.

Ces travaux peuvent bénéficier d'aides publiques, cumulables jusqu'à 80% du coût total du projet. Il s'agit des aides des agences de l'eau (275 M€ en 2017 en faveur des restaurations de continuité aquatique), des collectivités territoriales au titre de leur compétence Gemapi, enfin des programmes européens comme le FEADER, le Feder et le Programme Life+.

■ 2^e étape : mener une restauration des cours d'eau

Après analyse du fonctionnement général du cours d'eau et appréciation de son score géodynamique par les agences de l'eau, les services de l'État et la collectivité peuvent identifier les interventions humaines subies et analyser les dysfonctionnements associés. Cette première approche permet d'imaginer les types de restauration possibles et d'évaluer le score d'efficacité probable. Les travaux de restauration font alors l'objet d'une concertation et plusieurs scénarios sont proposés.



Le Syndicat Mixte du Bassin de Thau a engagé une importante politique de restauration des fonctionnalités écologiques de ses milieux aquatiques.

Pour en savoir plus, cliquez ici.



Stéphane Roumeau, DGS du Syndicat mixte
s.roumeau@smbt.fr

Après une nouvelle concertation, un scénario est retenu et ses incidences sont évaluées. Des mesures coercitives peuvent être définies dans le cadre d'un processus d'affinement de la restauration. Des indicateurs de suivi sont également choisis pour suivre le dossier. Enfin, des procédures réglementaires sont engagées, afin de réaliser les travaux de restauration. Des suivis morpho-écologiques sont ensuite assurés pendant six années et permettent de définir d'éventuelles mesures d'ajustement.

QUELS ACTEURS POUR VOUS ÉPAULER ?

Outre les services de l'État (Dreal) et du ministère de la Transition écologique et solidaire (DGALN/DEB), vous pouvez également vous rapprocher de l'Office français de la biodiversité des agences de l'eau et de l'Union professionnelle du génie écologique (UPGE), qui regroupe les acteurs de la restauration écologique et partage ses retours d'expérience via son centre de coordination, d'expérimentation et d'application du génie écologique (CCEAGE).



Pour une approche sensible et stratégique, la ville d'Épinal et sa communauté d'agglomération ont mené un Atelier des territoires « Faire de l'eau une ressource pour l'aménagement » autour des usages et de la restauration de la biodiversité de la Moselle : « La Moselle en commun ». Pour plus d'informations, cliquez ici.



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité